

# Un bonus de 30 milliards d'euros pour la France !

**Lettre ouverte à chacun des candidats à l'élection présidentielle, ou comment leur permettre d'ajouter à leur programme une économie de plus de cinq milliards d'euros par an à la France, soit environ 30 milliards d'euros durant le prochain quinquennat.**

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidat à la présidence de la République, c'est-à-dire que vous sollicitez les suffrages des Français afin de pouvoir mettre en œuvre, si vous êtes élu, le programme que vous estimez nécessaire pour le pays et pour les Français.

Chacun le sait, la situation des finances publiques de la France est préoccupante. Elle est au centre de la campagne électorale et surtout elle pèsera pendant de longues années sur les Français qui ne se font guère d'illusions quant à l'avenir.

La dette de la France étant, à l'heure où j'écris ces lignes, de mille six cent quarante milliards d'euros, elle augmente en gros d'un peu plus de cinq mille euros par seconde. Or elle continuera d'augmenter, et ce plus ou moins vite, quels que soient les programmes des candidats. Je vous propose donc de réfléchir à ce qui suit et de vous positionner, vous personnellement. En effet, il existe une possibilité d'économiser de l'argent public, la suppression d'une sorte de niche fiscale, ce dont pourtant personne ne parle, bien qu'il s'agisse de **plus de cinq milliards d'euros par an à faire économiser à la France. Cette somme correspond à l'impôt linguistique que paie notre pays chaque année.** Pour vous aider dans votre réflexion, je vous indique les éléments essentiels à avoir en tête et les références utiles pour vous documenter avant que de répondre à cette lettre ouverte et, espérons-le, intégrer cette proposition dans votre programme.

Pour information, cette lettre ouverte est déjà sur les sites Internet suivants :

— Mediapart, <http://blogs.mediapart.fr/blog/dominique-c/130212/lettre-ouverte-aux-candidats-economiser-30-mrds-d>

— Le Monde.fr, <http://paroleatous.blog.lemonde.fr/2012/02/13/lettre-ouverte-aux-candidats-economiser-30-m-dean/>

et votre réponse y figurera, dès qu'elle nous sera parvenue.

J'ai parlé d'un moyen bien simple d'économiser la bagatelle de cinq milliards d'euros bien comptés par an. En effet, la République a dans ses tiroirs un rapport commandé en 2005 par le Haut Conseil de l'Évaluation de l'école à Monsieur le professeur François Grin, de l'Université de Genève, un spécialiste en économie des langues, de l'éducation, et en évaluation des politiques publiques dans ces domaines.

Ce rapport intitulé « **L'enseignement des langues étrangères comme politique publique** » est depuis resté lettre morte. Mais il ne tient qu'à vous de le ressortir.

Il était demandé au rapporteur de répondre entre autres aux questions suivantes :

(...) *Quelles langues étrangères enseigner, pour quelles raisons, et compte tenu de quel contexte? Telles sont les questions que cette étude aborde, en s'appuyant principalement sur l'économie des langues et sur l'évaluation des politiques linguistiques. (...)*

S'il avait été mis en application immédiatement, ce rapport aurait déjà permis de ramener la dette de la France au-dessous de la barre des 1600 milliards d'euros, soit quarante milliards de moins que son montant actuel qui est, je le répète, de 1640 milliards d'euros.

Dans son étude, le professeur Grin compare trois scénarios:

- scénario 1 : le tout-à l'anglais
- scénario 2 : le plurilinguisme
- scénario 3 : l'espéranto

Le rapporteur prévient :

*L'accent est mis non pas sur les implications de la mise en œuvre de ces scénarios, mais sur leur comparaison en termes d'efficience, d'équité. (...) C'est toutefois, à ma connaissance, la première fois que l'on tente de chiffrer les transferts nets dont bénéficient les pays anglophones du fait de la préséance de l'anglais, et les économies qui seraient réalisées en cas de passage à un autre scénario.*

*(...) Il va de soi que ce n'est pas la langue anglaise en tant que telle qui est en cause, mais l'hégémonie linguistique, quel que soit le pays ou le groupe de pays qui en bénéficie. (...)*

*(...) Ces trois scénarios pourraient bien entendu faire l'objet d'une analyse beaucoup plus détaillée, et être combinés les uns aux autres dans le cadre d'une approche stratégique à la politique linguistique.*

Puis il indique :

1) *Le Royaume-Uni gagne, à titre net, au minimum 10 milliards d'euros par année du fait de la dominance actuelle de l'anglais;*

2) *Si l'on tient compte de l'effet multiplicateur de certaines composantes de cette somme, ainsi que du rendement des fonds que les pays anglophones peuvent, du fait de la position privilégiée de leur langue, investir ailleurs, ce total est de 17 à 18 milliards d'euros par année;*

3) *Ce chiffre serait certainement plus élevé si l'hégémonie de cette langue venait à être renforcée par une priorité que lui concèderaient d'autres États, notamment dans le cadre de leurs politiques éducatives respectives;*

4) *Ce chiffre ne tient pas compte de différents effets symboliques (comme l'avantage dont jouissent les locuteurs natifs de la langue hégémonique dans toute situation de négociation ou de conflit se déroulant dans leur langue); cependant, ces effets ont sans doute des répercussions matérielles et financières;*

5) *Le scénario « plurilingue » (qui peut, en pratique, revêtir des formes très différentes, dont une est analysée ici) ne réduit pas les coûts, mais les inégalités entre locuteurs; toutefois, étant donné les forces à l'œuvre dans la dynamique des langues, il présente un risque certain d'instabilité, et exige tout un train de mesures d'accompagnement pour être viable;*

6) *Le scénario « espéranto » apparaît comme le plus avantageux, car il se traduirait par une économie nette, pour la France, de près de 5,4 milliards d'euros par année et, à titre net pour l'Europe entière (Royaume-Uni et Irlande compris) d'environ 25 milliards d'euros annuellement.*

Enfin, il précise :

*Les fréquentes réactions de rejet à l'égard de l'espéranto rendent impraticables la mise en œuvre à court terme du scénario 3.*

*Il peut par contre être recommandé dans le cadre d'une stratégie à long terme à mettre en place sur une génération.*

*Deux conditions sont toutefois critiques pour son succès:*

*Premièrement, un très gros effort d'information afin de surmonter les préventions qui entourent cette langue — et qui sont en général basées sur la simple ignorance — et d'aider les mentalités à évoluer;*

*Deuxièmement, une véritable coordination entre États en vue de la mise en œuvre commune d'un tel scénario.*

***Quatre-vingt cinq pour cent de la population de l'Europe des 25*** [N.d.a. : la Bulgarie et la Roumanie n'entrèrent dans l'U.E qu'en 2007 et pour ce qui concerne la Croatie, ce serait le 1<sup>er</sup> juillet 2013] ***y a un intérêt direct et évident, indépendamment des risques politiques et culturels que comporte l'hégémonie linguistique.***

Voilà, vous avez déjà quelques éléments pour nourrir votre réflexion, mais je vous indique également les coordonnées Internet pour consulter ledit rapport :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics//054000678/0000.pdf>

Dois-je vous préciser que dans son tout dernier livre « *Contre la pensée unique* », Claude Hagège, professeur au Collège de France, ne plaide pas pour le scénario « Espéranto » — en fait il n'en parle pas du tout — en revanche, et ce n'est pas la première fois, il dresse un réquisitoire contre *cette pensée unique, néolibérale, véhiculée par l'anglais, qui appauvrit la pensée* et mène le monde là où il est aujourd'hui, et l'Europe en particulier: dans une impasse. La bibliographie qui y est annexée illustre combien de nombreux auteurs comme Charles-Xavier Durand, pour n'en citer qu'un, tirent la sonnette d'alarme depuis déjà un certain temps sur les dérives d'un tel système basé en grande partie sur l'esprit d'abandon.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en mes sentiments les meilleurs.

Thierry SALADIN  
(Fondateur et ancien président de Réinsertion et Espéranto)